



**Reconstruction en souterrain du réseau 63 000 volts
du pays de Thelle, de la vallée de l'Oise
et du Vexin français**

**Création de la liaison souterraine à 1 circuit 90 000 volts
(exploitée en 63 000 volts) BORNEL - TERRIER**

**Dossier de mise en compatibilité
du Plan local d'urbanisme
de la commune de Bornel**

Département de l'Oise (62)
Région Hauts-de-France

NOVEMBRE 2019
version 0.1

Les interlocuteurs RTE :

- **Pascal DERACHE**, *manager de projet en concertation*
Tél. : 03.20.13.66.04 - Email : pascal.derache@rte-france.com
- **Rémi FOIX**, *chargé d'études concertation et environnement*
Tél. : 03.20.13.69.39 - Email : remi.foix@rte-france.com

RTE - Réseau de transport d'électricité
Centre Développement & Ingénierie Lille
Service concertation environnement tiers
62 rue Delos - TSA 71012 - 59709 MARCQ-EN-BARŒUL



Le bureau d'études en environnement :

- **Rodolphe JOYEUX**, *urbaniste*
Tél. : 04.72.04.93.85 - Email : rodolphe.joyeux@geonomie.com

GÉONOMIE
309 rue Duguesclin - 69007 LYON





Sommaire

	page
Préambule	1
1. La note de présentation du projet soumis à l'enquête publique	2
1.1. Justification du projet de reconstruction en souterrain du réseau 63 kV du pays de Thelle, de la vallée de l'Oise et du Vexin français.....	2
1.2. Solution proposée	2
1.3. Consistance technique du projet	4
2. La situation du projet vis-à-vis du PLU de Bornel	6
2.1. Rappel réglementaire.....	6
2.2. Compatibilité du projet avec le PLU de Bornel	7
3. La mise en compatibilité du règlement écrit du PLU de Bornel	8
3.1. Règlement écrit avant mise en compatibilité du PLU	8
3.2. Règlement écrit après mise en compatibilité du PLU	9
4. La mise en compatibilité du règlement graphique du PLU de Bornel	10
4.1. Légende inchangée du plan de zonage	10
4.2. Plan de zonage avant mise en compatibilité du PLU	10
4.3. Plan de zonage après mise en compatibilité du PLU.....	11
5. La mise en compatibilité du rapport de présentation du PLU de Bornel	12
5.1. Rapport de présentation avant mise en compatibilité du PLU	12
5.2. Rapport de présentation après mise en compatibilité du PLU	13

Préambule

Le présent dossier concerne la mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bornel.

Cette procédure de mise en compatibilité se réalise dans le cadre de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'utilité publique (DUP) du projet de création de la liaison souterraine à 1 circuit 90 000 volts (exploité en 63 000 volts) BORNEL - TERRIER.

La mise en compatibilité se traduit par une adaptation de toutes les dispositions concernées par l'inscription dans les documents d'urbanisme de l'opération en question. Elle concerne plus particulièrement la correction et la suppression ponctuelles de la protection d'Espaces boisés classés (EBC) au niveau des emprises du projet.

En effet, les Plans locaux d'urbanisme (PLU) peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements. [Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.](#)

La procédure relative à la mise en compatibilité des PLU est notamment régie par les articles L.153-54 et suivants et R.153-13 et suivants du Code de l'urbanisme.

1. La note de présentation du projet soumis à l'enquête publique

1.1/Justification du projet de reconstruction en souterrain du réseau 63 kV du pays de Thelle, de la vallée de l'Oise et du Vexin français

Une partie du pays de Thelle, de la vallée de l'Oise et du Vexin français est desservie en énergie électrique par l'intermédiaire d'un réseau 63 000 volts bouclé comprenant les postes de PUISEUX, LA CROIX-BAPTISTE, PERSAN, BORNEL et SANDRICOURT. Ce réseau local s'inscrit en continuité du réseau régional très haute tension du nord de l'Île-de-France et du sud des Hauts-de-France.

Le réseau électrique du pays de Thelle, de la vallée de l'Oise et du Vexin français est ancien, ils datent des années 1950. Il est structurellement sensible aux conditions météorologiques (poteau béton, absence de câble de garde) malgré les travaux de maintenance, et il est limité en termes de capacité de transit.

Il ne sera plus à même dans les années à venir de répondre à la demande énergétique croissante de la zone. À cette fin, ce réseau doit être renouvelé et renforcé afin de lever toutes les contraintes visées.

Le renouvellement et le renforcement du réseau 63 000 volts permettront en outre :

- de déposer la ligne aérienne PUISEUX - SANDRICOURT conformément à l'engagement pris par RTE en 2001,
- de soulager la transformation du poste de CERGY (poste d'où provient une partie importante de l'alimentation électrique du réseau). Ainsi, celle-ci pourra être transférée vers d'autres sources de consommation.

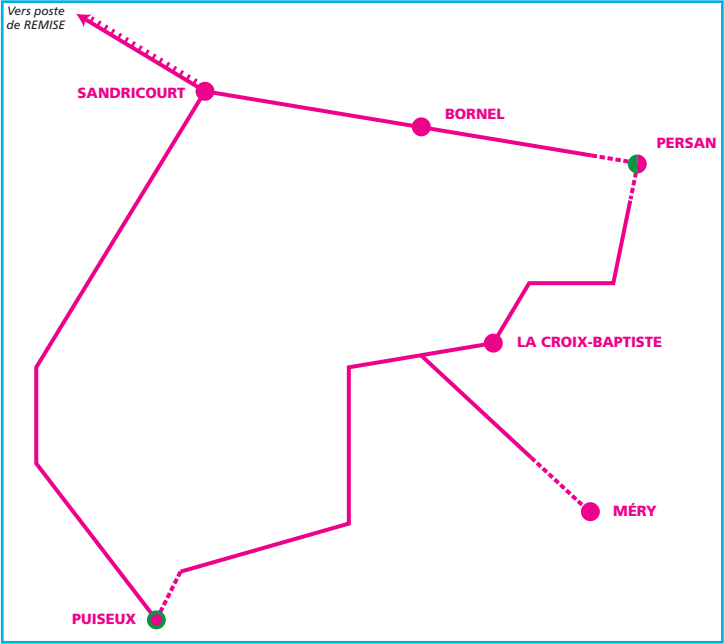
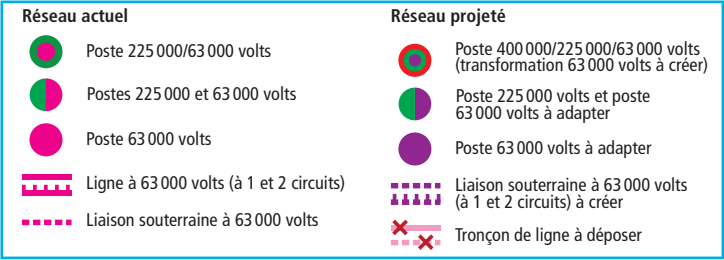
1.2/Solution proposée

Afin de répondre simultanément aux contraintes de fin de vie des lignes du réseau 63 000 volts, à leur tenue mécanique, à leur capacité de transit et aux contraintes de transformation au poste de CERGY, RTE propose de :

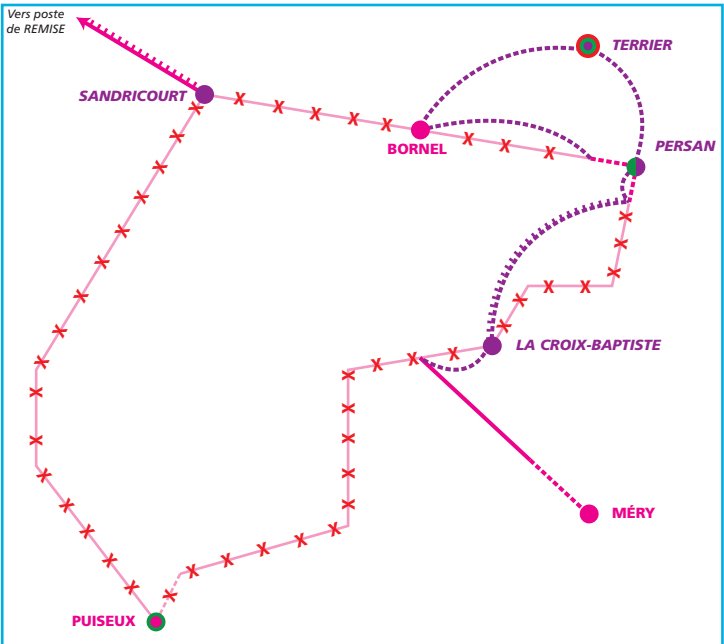
- remplacer les lignes anciennes PERSAN - BORNEL - SANDRICOURT, LA CROIX-BAPTISTE - MÉRY (jusqu'au point de raccordement) et LA CROIX-BAPTISTE - PERSAN par des liaisons souterraines ; pour cette dernière ligne, la liaison de substitution sera à 2 circuits,
- créer un niveau 63 000 volts dans l'enceinte du poste de TERRIER,
- créer des liaisons souterraines à 63 000 volts entre les postes de TERRIER, BORNEL et PERSAN,
- adapter les postes de SANDRICOURT, LA CROIX-BAPTISTE et PERSAN,
- déposer l'ensemble des lignes aériennes de la boucle 63 000 volts ainsi que le tronçon souterrain au départ du poste de PUISEUX et de PERSAN.

Le 10 décembre 2014, le préfet de l'Oise, en qualité de préfet coordonnateur, a jugé recevable cette solution présentée par RTE dans la Justification technico-économique (JTE) du projet.

Le nouveau réseau 63 000 volts ainsi défini, plus fiable et pérenne, assurera pour de longues années une alimentation électrique de qualité au bénéfice des habitants et des entreprises locales. Il s'accompagnera de la dépose de près de 60 km de lignes aériennes à haute tension et 243 pylônes.



Réseau actuel



Solution proposée

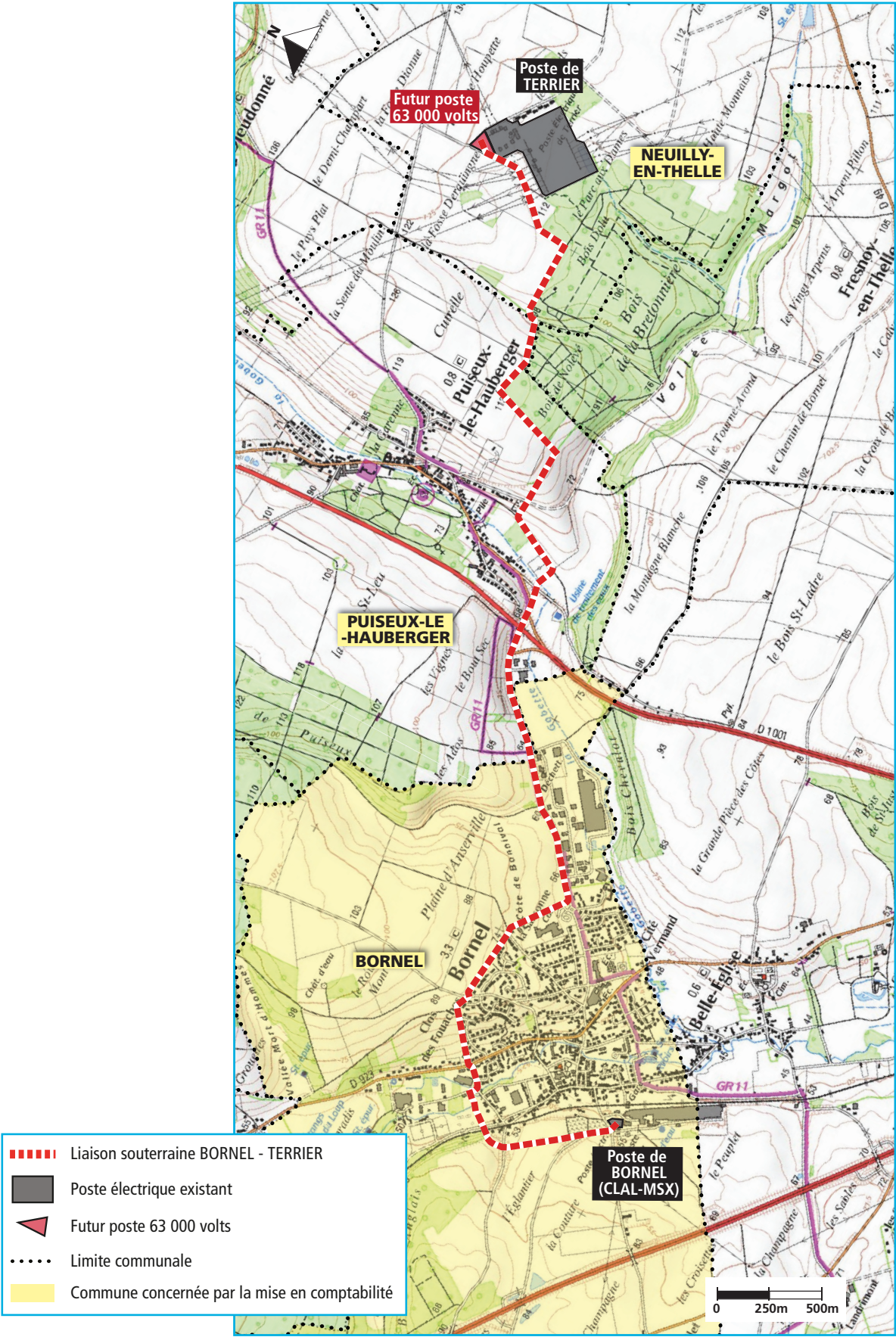
1.3/Consistance technique du projet: création de la liaison souterraine BORNEL - TERRIER

L'objet du présent document, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bornel, concerne uniquement le projet de création de la liaison souterraine à 1 circuit 90 000 volts (exploité en 63 000 volts) BORNEL - TERRIER.

Cette liaison souterraine du poste de BORNEL au futur poste 63 000 volts de TERRIER, longue de 3,7 km, traverse les communes de Bornel, Puiseux-le-Hauberger et Neuilly-en-Thelle, dans le département de l'Oise.

Le coût du projet de la liaison souterraine BORNEL - TERRIER est estimé à environ 4,4 millions d'euros. Le coût global de l'ensemble de la reconstruction est de 44 millions d'euros.

La mise en service doit intervenir en 2020-2021.



Tracé proposé

2. La situation du projet vis-à-vis du PLU de Bornel

2.1/Rappel réglementaire

Le projet tel que présenté en partie 1 est soumis à enquête publique préalable à la Déclaration d'utilité publique (DUP).

Lorsqu'un projet soumis à DUP n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU, l'opération ne peut être réalisée que si l'on recourt à la procédure spéciale de DUP emportant mise en compatibilité du PLU prévue à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme.

La mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du PLU avec une DUP appartient au préfet (ou au ministre lorsque la DUP ne relève pas de la compétence du préfet) qui, sur la base du dossier préalable à l'enquête publique adressé par le pétitionnaire, apprécie si l'opération est compatible avec les dispositions du PLU.

En cas d'incompatibilité, le préfet propose les mesures et modifications qu'il estime à même d'assurer la mise en compatibilité du document.

En tout état de cause, le dossier de mise en compatibilité doit être strictement circonscrit aux dispositions effectivement incompatibles et au seul périmètre du projet.

Le projet de mise en compatibilité du PLU est soumis à enquête publique organisée selon les modalités prévues au chapitre III du titre II du livre I^{er} du Code de l'environnement.

Il s'agit d'une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du PLU, ouverte et organisée par le préfet (articles L.153-54 et L.153-55 du Code de l'urbanisme).

Dans le dossier d'enquête publique, un sous-dossier porte plus particulièrement sur la mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article L.153-54 du code de l'Urbanisme, le dossier de mise en compatibilité est soumis, avant enquête publique, à un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunal compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du même code.

Conformément aux articles R.104-8 et R.104-9 du code de l'Urbanisme, un examen au cas par cas doit être réalisé auprès de l'autorité environnementale afin de déterminer si la mise en compatibilité du PLU doit donner lieu à une évaluation environnementale.

Au terme de l'enquête publique, le préfet transmet à l'EPCI compétent ou à la commune le dossier de mise en compatibilité du PLU éventuellement modifié au vu des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, du rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal ou municipal dispose d'un délai de deux mois pour se prononcer. Son avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans ce délai (articles L.153-57 et R.153-14 du Code de l'urbanisme).

L'arrêté de DUP approuve la mise en compatibilité du PLU (article L.153-58 1^o du Code de l'urbanisme).

L'arrêté de DUP emporte mise en compatibilité dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

La décision prononçant la déclaration d'utilité publique est soumise aux modalités de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'urbanisme impliquant :

- un affichage pendant un mois en mairie ou au siège de l'EPCI compétent,
- l'insertion de la mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
- une publication au recueil des actes administratifs de l'État lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ou au Journal officiel de la République française lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'État.

2.2/Comptabilité du projet avec le PLU de Bornel

La mise en compatibilité consiste à apporter les modifications strictement nécessaires à la réalisation du projet décrit dans le chapitre 1, dans les diverses pièces contenues dans les documents d'urbanisme.

La commune de Bornel est dotée d'un Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 8 juillet 2016. Le dernier document opposable aux tiers est issu d'une modification du PLU approuvée le 22 février 2018.

2.2.1/Règlement écrit

Le projet traverse les zones A, U (UA, UDb, Udd, US) et 2AUr. Dans toutes ces zones les aménagements, ouvrages, constructions ou installations lorsqu'ils présentent un caractère d'intérêt général ou lorsqu'ils contribuent au fonctionnement ou à l'exercice de services destinés au public, quel que soit le statut du gestionnaire ou l'opérateur, ne sont pas interdits mais ils ne sont pour autant pas autorisés.

Il est donc nécessaire de modifier le règlement écrit du PLU de Bornel afin de rajouter l'autorisation de ces ouvrages d'intérêt général.

2.2.2/Règlement graphique

Le projet interfère avec un Espace boisé classé (EBC). Le projet n'est pas compatible avec le règlement graphique (plan de zonage). La superficie nécessaire pour la mise en œuvre du projet doit être déclassée.

La mise en compatibilité du PLU de Bornel porte uniquement sur le règlement graphique (plan de zonage) sur lequel il est nécessaire de déclasser 0,03 ha (261 m²) d'Espaces boisés classés.

Cette mise en compatibilité ne porte pas atteinte à l'économie générale du PLU de Bornel, le déclassement ne portant que sur 0,006 % de l'ensemble des Espaces boisés classés du territoire communal.

	Avant mise en compatibilité	Après mise en compatibilité
Superficie totale en EBC sur la commune de Bornel	454,85 ha	454,82 ha

3. La mise en compatibilité du règlement écrit du PLU de Bornel

3.1/Règlement écrit avant mise en compatibilité du PLU (extrait)

Page 6 au sein du TITRE 1 - Dispositions générales :

ARTICLE 5 - ADAPTATIONS MINEURES

Lorsqu'un immeuble bâti n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes peuvent être apportées aux articles 3 à 13 des règlements de zone (article L. 123-1-9 du Code de l'Urbanisme).

ARTICLE 6 - PERMIS DE DEMOLIR

Les dispositions de l'article L. 421-3 du Code de l'Urbanisme instituent un permis de démolir dans les périmètres de protection des monuments historiques, dans les sites classés ou inscrits, ainsi que dans les zones du Plan Local d'Urbanisme dans lesquelles le Conseil Municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir.

ARTICLE 7 - DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Conformément aux dispositions des articles L. 211-1 à L. 211-7 du Code de l'Urbanisme, la collectivité peut, par délibération, instituer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou partie des zones urbaines (indicatif U) et des zones d'urbanisation future (indicatif AU) délimitées au PLU approuvé.

ARTICLE 8 - EDIFICATION DE CLOTURES

En application de l'article L. 421-12 du Code de l'Urbanisme, la collectivité peut, par délibération, instaurer l'obligation de soumettre à déclaration préalable l'édification de clôture dans les zones qu'elle aura délimitée (tout ou partie du territoire).

ARTICLE 9 - DIVISION ET REGLES APPLICABLES

Conformément aux dispositions de l'article R. 123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles du présent règlement sont applicables aux terrains ou lots résultants d'une division, y compris les lots issus d'un lotissement ou d'un permis de construire valant division (en propriété ou en jouissance). Les règles du PLU ne sont donc pas applicables au terrain d'assiette de l'ensemble du projet mais aux terrains ou lots qui en résultent.

3.2/Règlement écrit après mise en compatibilité du PLU (extrait)

Modification de la page 6 au sein du TITRE 1 - Dispositions générales :

ARTICLE 5 - ADAPTATIONS MINEURES

Lorsqu'un immeuble bâti n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes peuvent être apportées aux articles 3 à 13 des règlements de zone (article L. 123-1-9 du Code de l'Urbanisme).

ARTICLE 6 - PERMIS DE DEMOLIR

Les dispositions de l'article L. 421-3 du Code de l'Urbanisme instituent un permis de démolir dans les périmètres de protection des monuments historiques, dans les sites classés ou inscrits, ainsi que dans les zones du Plan Local d'Urbanisme dans lesquelles le Conseil Municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir.

ARTICLE 7 - DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Conformément aux dispositions des articles L. 211-1 à L. 211-7 du Code de l'Urbanisme, la collectivité peut, par délibération, instituer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou partie des zones urbaines (indicatif U) et des zones d'urbanisation future (indicatif AU) délimitées au PLU approuvé.

ARTICLE 8 - EDIFICATION DE CLOTURES

En application de l'article L. 421-12 du Code de l'Urbanisme, la collectivité peut, par délibération, instaurer l'obligation de soumettre à déclaration préalable l'édification de clôture dans les zones qu'elle aura délimitée (tout ou partie du territoire).

ARTICLE 9 - DIVISION ET REGLES APPLICABLES

Conformément aux dispositions de l'article R. 123-10-1 du Code de l'Urbanisme, les règles du présent règlement sont applicables aux terrains ou lots résultants d'une division, y compris les lots issus d'un lotissement ou d'un permis de construire valant division (en propriété ou en jouissance). Les règles du PLU ne sont donc pas applicables au terrain d'assiette de l'ensemble du projet mais aux terrains ou lots qui en résultent.

ARTICLE 10 - CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS NECESSAIRES AUX SERVICES PUBLICS OU D'INTERET COLLECTIF

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble des zones, sous-secteurs compris, et les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

	Limite de zone
	Courbes de niveau
	Espace boisé classé à protéger au titre de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme
	Emplacement réservé au titre de l'article L.123-1-5 du Code de l'Urbanisme
	Site soumis à des obligations de dépollution
	Secteur soumis à des Orientations d'Aménagement et de Programmation

5. La mise en compatibilité du rapport de présentation du PLU de Bornel

5.1/Rapport de présentation avant mise en compatibilité du PLU (extrait)

La mise en compatibilité du rapport de présentation du PLU de Bornel consiste uniquement en la mise à jour de la surface des Espaces Boisés Classés (EBC) à la page 176.

La surface des Espaces Boisés Classés (EBC) passe de 454,85 ha à 454,82 ha, soit 36,40 % du territoire.

Commune de Bornel – Elaboration du Plan Local d'Urbanisme – Cabinet Urba-Services

2 - 2 - 9 – tableau récapitulatif des superficies des zones

ZONES	SUPERFICIE	PART
U	134 ha 53	10,77 %
UA	23 ha 28	
UC	2 ha 55	
UD	66 ha 76	
UE	26 ha 50	
UP	7 ha 95	
US	7 ha 49	
AU	13 ha 16	1,05 %
2AUe	4 ha 35	
2AUh	1 ha 60	
2AUR	7 ha 21	
A	374 ha 81	30,03 %
N	725 ha 50	58,15 %
Nh	3 ha 99	
Np	21 ha 93	
TOTAL	1 248 ha 00	100,00 %
Dont Espaces Boisés Classés (EBC)	454 ha 85	36,40 %

Les zones urbanisées ou à urbaniser représentent à peine 12 % de la superficie du territoire communal. Les zones agricoles et naturelles couvrent 1 100 ha soit 88 % de la commune. Les espaces boisés occupent plus d'un tiers du territoire (36 %).

5.2/Rapport de présentation après mise en compatibilité du PLU (extrait)

Commune de Bornel – Elaboration du Plan Local d'Urbanisme – Cabinet Urba-Services

2 - 2 - 9 – tableau récapitulatif des superficies des zones

ZONES	SUPERFICIE	PART
U	134 ha 53	10,77 %
UA	23 ha 28	
UC	2 ha 55	
UD	66 ha 76	
UE	26 ha 50	
UP	7 ha 95	
US	7 ha 49	
AU	13 ha 16	1,05 %
2AUe	4 ha 35	
2AUh	1 ha 60	
2AUR	7 ha 21	
A	374 ha 81	30,03 %
N	725 ha 50	58,15 %
Nh	3 ha 99	
Np	21 ha 93	
TOTAL	1 248 ha 00	100,00 %
Dont Espaces Boisés Classés (EBC)	454 ha 82	36,40 %

Les zones urbanisées ou à urbaniser représentent à peine 12 % de la superficie du territoire communal. Les zones agricoles et naturelles couvrent 1 100 ha soit 88 % de la commune. Les espaces boisés occupent plus d'un tiers du territoire (36 %).



RÉDACTION ET CONCEPTION : GÉONOMIE 309 RUE DUGUESCLIN - 69007 LYON - TÉL : 04.72.04.93.83 - SITE : www.geonomie.com